

Burundi : Cinq des représentants des étudiants écroués à la prison de Mpimba

Jeune Afrique, 20 avril 2017 Burundi : des étudiants emprisonnés pour « préparation d'un mouvement insurrectionnel » Cinq des représentants des étudiants de l'Université du Burundi (UB), accusés de rébellion comparaissent mercredi devant le Tribunal de grande instance de la commune Mukaza, en mairie de Bujumbura. [Photo : Les cinq étudiants lors de leur comparution.]

Accusés par les autorités de préparer un mouvement insurrectionnel, quatre d'entre eux ont été ensuite écroués à la prison centrale de Mpimba, à Bujumbura, alors que huit autres avaient été tout simplement chassés des campus par une décision rectorale prise le 12 avril dernier. Une réponse musclée qui survient après qu'un préavis de grève des représentants des étudiants a été adressé au président de la république, pour protester contre un décret supprimant l'octroi simple de la bourse universitaire et instaurant un nouveau système dit de « prêt-bourse ». Mouvement de grève généralisé Fin mars, l'Université du Burundi joignait les paroles aux actes en entamant un mouvement de grève qui a vite fait tache d'huile dans les autres universités publiques, dont l'École normale supérieure (ENS) et l'Institut supérieur d'agriculture (ISA), basé à Gitega, au centre du Burundi. « Seuls les étudiants en Médecine et ceux qui font leurs examens ne sont pas entrés en grève », indique une source à l'Université du Burundi, déplorant l'attitude des autorités qui « s'attellent à monter les étudiants les uns contre autres au lieu d'affronter le vrai problème ». À savoir la remise en cause de la réforme du système de bourse. Tentatives de division « Nous déplorons avec amertume le comportement d'une poignée de certains étudiants qui sont détournés [par] la distribution d'une aide [en] riz et une petite somme d'argent en ignorant des intérêts communs (sic) », dénonçait, le 10 avril, un communiqué de presse signé conjointement par les représentants de l'UB, de l'ENS et de l'INSP (Institut national pour la santé publique). La Régie des œuvres universitaires, qui s'occupe de l'organisation des services sociaux à l'Université du Burundi, vient quant à elle de préciser que « les étudiants qui ne participent plus aux activités académiques » ne toucheront pas un sou de la bourse du mois d'avril. Une autre mesure perçue sur les campus comme une nouvelle tentative de diviser le mouvement étudiant. Par Arnel Gilbert Bukeyeneza

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});